

Éditorial

Boire la potion magique avant le combat

Michel Coulombe

Volume 6, Number 1, August–October 1986

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/34628ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (print)

1923-3221 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Coulombe, M. (1986). Éditorial : boire la potion magique avant le combat. *Ciné-Bulles*, 6(1), 2–3.

« Nous recommandons d'introduire, dans les divers types de cours réguliers au niveau secondaire (de la septième à la douzième année de scolarité), un programme d'enseignement du cinéma qui soit continu, structuré et progressif. »

(Extrait du mémoire présenté à la Commission Parent par l'Office catholique national des techniques de diffusion en mai 1962, p. 51)

« L'initiation au langage audio-visuel, à l'expression et à la culture cinématographique n'existe pas dans le système d'éducation du Québec sauf sous forme de cours complémentaires dans certains cégeps. Dans cette situation, des générations complètes traversent les différents cycles d'études sans recevoir quelque connaissance en matière de culture cinématographique alors que l'audio-visuel prend une place de plus en plus grande dans l'imaginaire collectif. L'éducation des publics, le développement de l'esprit critique et du goût ne sont pas au programme de formation de base de toute une population d'une société dite avancée. »

(Extrait du mémoire sur le statut économique de l'artiste et du créateur, **La formation et le perfectionnement**, présenté à la Commission de la culture par l'Institut québécois du cinéma en mai 1986, p. 6)

Michel Coulombe

Boire la potion magique avant le combat

■ Il est certaines causes qu'on défend par principe, la mort dans l'âme, sans trop se faire d'illusions. Dans le passé, elles auraient été défendues sans conviction par un orateur aphone au beau milieu d'une tempête en pleine toundra québécoise qu'on en serait probablement au même point puisque, dans le camp des tout-puissants décideurs, personne n'a pris le relais une fois les constats faits et les revendications entendues. Profitons de ce que se profile à l'horizon le centenaire de l'invention du cinéma et que la fréquentation des salles québécoises paraît en chute libre pour en sortir une du grenier de plus en plus encombré des causes négligées, celle de l'éducation cinématographique, probablement trop peu rentable à court terme et à courte vue.

Le Québec vivait, il y a quelques années, à l'heure de l'audio-visuel, période faste et animée pendant laquelle, de Val-d'Or à Sept-Îles, on a équipé ou suréquipé les maisons d'enseignement en studios de télévision et en matériel de projection. Jours bénis pour les prospères marchands de quincaillerie audio-visuelle et les apprentis techniciens comme le sont les années 1980 pour les marchands de quincaillerie informatique et une nouvelle génération d'apprentis techniciens. En parallèle, contre toute logique, vaches maigres pour ceux qui souhaitaient que, dans

la foulée, on introduise les jeunes au cinéma. Résultat : beaucoup d'équipement, peu d'encadrement.

Sans regretter l'âge doré des ciné-clubs obligatoires, une formule contraignante qu'il ne conviendrait pas de reproduire aujourd'hui, on peut se demander pourquoi on a, par la suite, malencontreusement limité l'éducation cinématographique au niveau collégial. Évidemment, il faut se réjouir de ce qu'une nette majorité de cégeps offre un choix plus ou moins vaste de cours de cinéma, mais cela ne suffit pas. Pour être efficace, la mise en valeur du cinéma en tant qu'art doit débiter plus tôt. Au niveau secondaire, voire à l'élémentaire. Qu'il suffise, pour s'en persuader, de penser au livre...

Le secteur du livre profite considérablement du système d'éducation. À peu près tout le monde apprend à lire et à écrire, découvre rapidement les livres et leurs auteurs. Les bibliothèques du réseau scolaire offrent plusieurs chefs-d'œuvre de la littérature mondiale. Et il ne viendrait jamais à l'idée d'un haut fonctionnaire du ministère de l'Éducation, même le plus populiste, de mettre la collection Harlequin à l'étude.

Situation totalement différente pour le cinéma. Infiniment plus présent dans la vie des jeunes Québécois que ne l'est le livre, et ce, grâce à la multiplicité des vitrines — salles de cinéma, magnétoscope, télévision — et au peu d'effort que demande la lecture du produit audio-visuel, le cinéma impose des héros, des modèles, des images, des modes, des musiques. Pourtant, à l'élémentaire comme au secondaire, on ne l'enseigne pour ainsi dire pas. On utilise le film comme support pédagogique ou comme moyen de divertissement, à peu près jamais comme œuvre de création à part entière. Pire, on pirate des cassettes vidéo dont la circulation illégale sabote la carrière des films et on permet la

diffusion de films violents, belliqueux, sexistes, sans se préoccuper de la place qui revient de droit, dans un système d'éducation financé en tout ou en partie par l'État, au cinéma de qualité et, de façon plus spécifique, à la cinématographie nationale. Un peu comme si on choisissait d'introduire les jeunes à la sous-littérature ou comme si on ne leur proposait que des livres américains. L'absence de rigueur, qui serait inadmissible dans le domaine du livre, est monnaie courante en cinéma. On met peu d'énergie à faire découvrir et apprécier le langage cinématographique et les courants qui ont marqué l'histoire du septième art, ce qui prouve bien qu'on n'a pas vraiment pesé, après toutes ces années, l'influence et la portée réelles du cinéma.

La mise en place d'un programme, même souple et non continu, d'éducation cinématographique exigerait, il ne faut pas le cacher, investissements humain et financier. Mais on peut imaginer qu'on y gagnerait. Nul doute qu'on formerait un public plus averti, moins facilement ébloui par le clinquant de la production américaine, plus sensible à l'existence d'auteurs derrière les films, mieux disposé face au cinéma québécois. Il n'est jamais vain de faire appel à l'intelligence. Nul doute qu'il serait *profitable* d'avoir un public qui distingue la diffusion du film sur grand écran de celle sur petit écran, un public connaisseur qui en redemande, ce qui pourrait contribuer à juguler l'hémorragie qui rend le parc de salles québécoises dangereusement anémique.

Il serait trop facile de faire porter tout l'odieux de la stagnation sur le monde de l'éducation, comme si le tout-à-l'école déchargeait tous les acteurs concernés de leur part de responsabilité. Tel n'est pas le cas. Puisque Téléfilm Canada, la Société générale du cinéma du Québec et l'Office national du film investissent dans la production et la diffusion

des films, puisque Radio-Québec, Radio-Canada, Télé-Métropole, Quatre-Saisons et Super-Écran tirent à des degrés divers des revenus de la diffusion des films, puisque les producteurs et les distributeurs font des affaires dans une industrie partagée entre la crise et la prospérité, tous devraient mettre l'épaule à la roue, les subventionneurs en créant un programme qui encourage les expériences pilotes de formation et d'animation des publics jeunes, les télévisions en diffusant des magazines de cinéma qui fassent appel à l'intelligence des spectateurs plutôt qu'à leur goût de la facilité, l'industrie en réinvestissant une partie de ses profits dans un travail de développement du public du cinéma dont son avenir dépend.

Reste maintenant à trouver en haut lieu un décideur qui admette qu'on a trop longtemps négligé un rouage stratégique de la machine cinéma. Quelqu'un qui comprenne que, si l'éducation cinématographique n'est pas la potion magique qui transformera les disciples béats de Sylvester Stallone en émules ébahis de Jean-Luc Godard, elle ferait plus pour le cinéma qu'une luxueuse école de cinéma. L'ennuyeux, c'est que l'idée mettra probablement des années à faire son chemin dans les couloirs du ministère de l'Éducation ou chez les chevaliers de l'industrie cinématographique et ne s'imposera vraiment tout à fait que le jour où il ne restera à peu près plus de salles sur le territoire québécois, sinon à Montréal. Ce jour-là, on aura beau faire des pieds et des mains, il sera trop tard pour recourir à quelque potion magique... Astérix, qui s'y connaissait en potion magique, savait très bien, lui, qu'il valait mieux la prendre avant le combat plutôt qu'après la défaite. Astérix n'était pas Québécois... ■

« La nouvelle option cinéma/audiovisuel a été créée à titre expérimental dès la rentrée 1984 dans 14 lycées, dans des classes de seconde. Sa mise en oeuvre implique une étroite collaboration entre les équipes pédagogiques d'enseignants et les intervenants culturels extérieurs (centres de création audiovisuelle, festivals cinématographiques, salles effectuant déjà un travail de recherche). L'option se déroule sur trois heures hebdomadaires, modulables en plages plus ou moins importantes selon les besoins de l'action en cours, et se veut à la fois pratique et théorique. Elle porte notamment sur :

— la connaissance du cinéma et de la télévision, impliquant une liaison vivante avec le patrimoine artistique, abordée dans ses aspects esthétique, historique (y compris contemporain), psycho-sociologique, industriel... ;

— l'analyse de films et de bandes vidéo, mettant en évidence les modalités de l'écriture spécifique considérée au point de vue technique, artistique et sémantique ;

— la production d'images et de son (prises de vue cinématographiques et photographiques, création d'images graphiques, fabrication en laboratoire, prise de son, montage, mixage, écriture du scénario...).

(**Le cinéma et l'audiovisuel**, ministère de la Culture, Service information et communication, Paris, décembre 1985, p. 13)